

encore obtenu grand chose, mais j'ai l'impression que les Américains ont mieux réussi que nous à établir cet échange entre l'industrie et le gouvernement.

M. Boulet: Aux États-Unis, on accorde à un professeur une journée par semaine pour lui permettre d'aller dans l'industrie travailler à une entreprise particulière. Il ne faut pas oublier que l'industrie américaine présente tellement d'entreprises intéressantes que c'est facile pour eux de le faire. Il me semble même que l'on va un petit trop loin en ce sens. Prenez une université comme le M.I.T. où l'on a mis sur pied trois ou quatre grands organismes de recherche qui sont surtout des organismes de recherche industrielle qui travaillent surtout pour le gouvernement. Vous verrez que ces organismes sont devenus plus importants que l'université elle-même. Lorsque vous en discutez avec les Américains, vous vous apercevez que plusieurs manufacturiers commencent à poser des objections parce qu'ils sont d'avis que ces laboratoires de recherche industrielle leur font une concurrence directe.

Le président: C'est une question d'équilibre.

M. Boulet: Oui.

[Texte]

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Je voudrais, en terminant, peut-être vous poser une série de questions qui résumerait un peu, en quelque sorte, la discussion que nous avons eue ce matin. D'abord, si je comprends bien, l'institut que vous projetez aurait des ouvertures, non seulement canadiennes, mais internationales?

M. Boulet: Vous avez parfaitement raison, monsieur le président.

Le président: Deuxièmement, vous prévoyez un coût annuel d'opération d'environ 4½ millions de dollars?

M. Boulet: Oui.

Le président: Dont à peu près la moitié serait financée par des contrats?

M. Boulet: Oui, si c'est possible.

Le président: Si c'est possible, à condition, évidemment aussi, que cela n'affaiblisse pas trop la recherche.

M. Boulet: C'est ça.

Le président: Et, le reste serait financé, soit par l'Hydro-Québec, ou par des subventions des organismes de recherche du gouvernement fédéral qui sont intéressés à voir notre bagage de connaissances, ici, dans le domaine de l'énergie se développer.

M. Boulet: C'est ça.

Le président: Et, troisièmement, il y a le problème du financement des immobilisations qui aurait un coût d'environ, qui s'élèverait à environ 35 millions de dollars?

M. Boulet: Oui.

Le président: A ce sujet-là, jusqu'à ce moment-ci, dans vos discussions avec le gouvernement fédéral, vous n'avez demandé qu'un emprunt?

M. Boulet: C'est ça.

Le président: Vous avez demandé un emprunt de 30 millions de dollars?

M. Boulet: Oui.

Le président: Et, en échange, l'Hydro-Québec donnerait au gouvernement, ou à l'agence gouvernementale qui se chargerait de ce financement-là des obligations qui devraient être...

M. Boulet: Rachetées.

Le président: ...rachetées à partir d'une certaine période, disons 1975, 1980, alors que votre projet de recherche serait déjà complètement lancé?

M. Boulet: C'est ça.

Le président: Il pourrait aussi produire des revenus?

M. Boulet: Oui.

Le président: Alors, c'est l'essentiel, parce que, ici dans le mémoire, on pouvait l'interpréter d'une façon, de différentes façons; en somme, on croirait, à un certain moment, que vous aviez demandé des subventions au gouvernement fédéral?

M. Boulet: Non, nous croyons que les subventions de programmes de recherche définis...

Le président: Cela, c'est autre chose.